

Unité bidépartementale Eure-Orne  
Cité administrative  
Place Bonet  
CS 40020  
61007 ALENÇON

ALENÇON, le 21/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **RECYOUEST**

13 AV DE L INDUSTRIE

--

61200 Argentan

Références : 61-2023-48-CH  
Code AIOT : 0100000718

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement RECYOUEST implanté 13 Avenue de l'Industrie -- 61200 Argentan. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Après avoir démarré son activité sous le statut de la déclaration, la société RCYOUEST bénéficie de l'arrêté d'autorisation du 10 octobre 2022. Cette inspection est la première depuis la signature de cet arrêté. Elle a pour objectif un récolement, par sondage, des prescriptions applicables après la mise en service des installations.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RECYOUEST
- 13 Avenue de l'Industrie -- 61200 Argentan
- Code AIOT : 0100000718
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RECYOUEST développe une activité de recyclage de plastiques agricoles dont la capacité de traitement envisagée est de 13 500 t/an. Le site est classé sous le régime de l'autorisation au regard de la nomenclature des installations classées pour les activités de traitement de déchets non dangereux. Selon l'exploitant, les effectifs de la société sont désormais de 16 personnes. L'activité a démarré en septembre 2022. Elle est dans une phase de mise au point des installations. L'exploitant a ajouté un système de séchage en amont du process, afin de limiter la formation de boues.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions de sécurité incendie
- Entreposages de matières combustibles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant devra améliorer significativement le niveau de prise en compte du risque incendie sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 1.8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Insertion paysagère	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 5.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.2	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.5	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	2 mois
8	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.11	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.3.1	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	2 mois
14	Modification des installations	Code de l'environnement du 18/09/2000, article L.181-14	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
15	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.10.1	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Captation des poussières	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 2.1	Sans objet
7	Aires échelles	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.10	Sans objet
10	Réserve d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.3.1 (1/2)	Sans objet
12	Asservissement à l'aspiration	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Rubrique 2661.1.b (aménagement)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 8.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté de nombreuses non-conformités liées à la prise en compte du risque incendie :

- retards dans les vérifications périodiques, nombreuses non-conformités relevées à l'occasion des vérifications périodiques (exutoires de désenfumage, portes coupe-feu, système sprinkler...);
- entreposages de matières combustibles à des emplacements et dans des configurations non conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- retard dans la mise en place du bassin de confinement extérieur ;
- ajout d'une ligne de séchage non portée à la connaissance de l'administration.

Cette situation conduit l'inspection des installations classées à proposer une mise en demeure sur de nombreux points importants en matière de risque d'incendie, accompagnée de mesures d'urgence afin de réduire les risques dans l'attente du respect des prescriptions.

Outre la régularisation administrative de la ligne de séchage, il est également attendu la transmission d'un descriptif du système de dépoussiérage et de ses performances, accompagné d'une proposition de stratégie de suivi de l'impact des réjets en poussières associés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Par ailleurs, l'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes de sécurité, qui indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,</li><li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre à l'exclusion des essais incendie encadrés par des personnels compétents,</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li><li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,</li><li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 6.1.11,</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,</li><li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté ses consignes de sécurité ; celles-ci contiennent par exemple les modalités de coupure de l'électricité en cas de sinistre, la réalisation d'essais hebdomadaires de démarrage du réseau sprinkler, l'utilisation des extincteurs et des RIA. Toutefois, les consignes de sécurité doivent être complétées, notamment sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement des réseaux de collecte ;</li><li>- obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> Non-conformité associée au point n°1
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Captation des poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant des émissions de poussières ou de polluants (notamment la ligne de pré-traitement des déchets plastiques) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions. Les installations d'extrusion fonctionnent en enceintes fermées. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).</p> <p>Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X 44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet. Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p><b>Constats :</b> La centrale d'aspiration du site est équipée d'un filtre à manche horizontal, localisé dans un local annexe contigu au nord-est du hall 5 (côté voies ferrées). Ce local possède des grilles d'évacuation de l'air en façade, mais pas d'exutoire canalisé. L'exploitant n'est pas en mesure d'effectuer des mesures sur ce type de rejet.</p> <p><b>Demande associée au point n°2 :</b> L'exploitant présentera une description complète de son système de dépoussiérage, décrivant notamment les performances épuratoires du filtre à manche, la taille des poussières filtrées et celle des poussières rejetées, ainsi que les modalités d'entretien et de suivi de cette installation. Il proposera une stratégie de suivi de l'impact des poussières rejetées par ce dispositif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Insertion paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Insertion paysagère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, particules de plastique....</p> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que certains entreposages de plastiques en extérieur présentaient un état de dégradation pouvant favoriser la dispersion de plastiques dans l'environnement (photographie n°1 en annexe 1).</p> <p>Non-conformité associé au point n°3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Portes coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Portes coupe-feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, tuyauteries et convoyeurs, portes) sont munies de dispositifs assurant un degré de tenue au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Si un degré de tenue au feu est exigé pour la paroi, les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de cet élément séparatif.  Les portes de ces éléments doivent être REI120 ou constituer un sas de deux blocs-porte REI60. A défaut, une seule porte REI60 peut être acceptée, à condition qu'elle soit couverte par le jet d'au minimum deux têtes de sprinklage en cas d'incendie et qu'aucun stockage de matières combustibles ne soit réalisé à moins de 5 mètres de ces portes. Cet espace d'interdiction doit être matérialisé au sol. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que les espaces d'interdiction d'entreposage à moins de 5 mètres des portes n'étaient pas matérialisés au sol. Des stockages de cartons étaient stockés de part et d'autre de la porte coupe-feu entre les halls 4 et 5, dont certains adossés à cette porte coupe-feu (photographie n°2 en annexe 1). Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une photographie attestant de l'évacuation des cartons adossés à la porte, mais montrant encore des cartons à proximité immédiate de celle-ci, dans la zone des 5 mètres.  Non-conformité associée au point n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Les halls d'activité et de stockage sont équipés d'exutoires de désenfumage représentant au minimum 1 % de la superficie de chaque local. Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels. Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement à l'entrée des locaux couverts. Ces commandes sont accessibles en permanence. L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.  L'exploitant fait réaliser sous 3 mois après notification du présent arrêté une étude quantitative de toxicité des fumées en cas d'incendie des stocks de déchets, de produits intermédiaires et de produits finis. Les résultats de cette étude sont transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la dernière vérification des dispositifs de désenfumage, réalisée par DESSAUTEL au 01/02/2023. Le rapport de cette vérification note 5 exutoires percés, ainsi que 6 cartouches périmées et une sous-dimensionnée. L'exploitant a présenté une demande de devis suite à ces observations, rédigée le 22/02/2023.  L'étude quantitative de toxicité des fumées n'a pas été réalisée.  Non-conformité associée au point n°5
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 6 : Organisation des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages de matières combustibles (déchets plastiques entrants, produits intermédiaires, produits finis, emballages et consommables...) doivent respecter les localisations, les natures de produits, les quantités et dimensions de stockage mentionnées dans l'étude de dangers du site et utilisées comme données d'entrée des modélisations des conséquences en cas d'incendie qui y figurent. Notamment, les quantités maximales de déchets entrants ou produits finis PEHD et polypropylène sont de 6000 m<sup>3</sup> en intérieur et 1900 m<sup>3</sup> en extérieur.</p> <p>Au maximum 1206.1.30 m<sup>3</sup> de produits finis ou semi-finis (fibre nettoyée, agglomérats et granulés) sont stockés dans le hall 4, sur des emplacements signalés, à une distance minimale de 5 m des machines de production et des stocks attendant strictement nécessaires à la production. L'exploitant prend toutes les dispositions pour permettre une libre circulation autour des machines et s'assure que les équipements et machines présents dans le hall ne peuvent pas impacter la sécurité du stockage, même en cas de défaillance.</p> <p>Les machines et équipements présents dans ce hall (procédé plasturgie/extrusion) comportent des dispositifs adaptés permettant de détecter et d'intervenir précocement sur tout dysfonctionnement susceptible de générer un incendie (arrêt d'urgence coup de poing, contrôleurs de surintensité électrique, contrôleurs de température, contrôleurs de rotation...). L'exploitant assure également un nettoyage régulier de l'atelier afin de supprimer tout dépôt au sol de matières combustibles dans la zone des 5 mètres précitée.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été relevé à plusieurs emplacements des entreposages de matières combustibles ne respectant pas les dispositions de l'arrêté et de l'étude de dangers, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les deux emplacements prévus pour le stockage extérieur de balles ne sont pas équipés des parois béton qui auraient dû constituer des cases de stockage. Sur l'un d'eux, les balles sont en état de dégradation, avec par exemple pousse de végétaux et filets qui se décrochent ;</li> <li>- un emplacement de stockage extérieur environ 800 m<sup>2</sup> a été ajouté au Nord du site, à proximité immédiate de la limite de site, avec certaines balles sur une surface de pelouse (photographie n°3 en annexe 1) ;</li> <li>- entreposage de matière première (déchets) dans le hall 5, alors que seuls des entreposages de produits finis sont prévus pour ce hall (plan des stockages p24 de l'étude de dangers) ;</li> <li>- entreposage de balles de matière première non-conforme et de balles de ficelles, en extérieur à proximité immédiate des murs des halls 1a et 2a ;</li> <li>- entreposage de matière première et autres combustibles dans la zone à moins de 5m des machines (hall 4 et hall 5) ;</li> </ul> <p>Non-conformité associée au point n° 6</p> <p>La présence d'interrupteurs coup-de-poing a été observée sur les machines lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué que les moteurs sont également équipés de détecteurs de surintensité qui provoquent, en cas de détection, une coupure de la ligne de production, avec report sur un écran de pilotage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Aires échelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aires Echelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La voie engins mentionnée à l'article 6.1.9 doit donner accès à au moins deux aires de stationnement des échelles et bras élévateurs articulés, positionnées sur deux faces opposées du bâtiment en accord avec les services du SDIS et respectant les caractéristiques suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li><li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</li><li>- la distance par rapport à la façade est d'1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b> La matérialisation des deux aires de stationnement des échelles a été vérifiée lors de l'inspection (marques de peinture rouge au sol).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Capacités de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les capacités minimales de rétention ainsi calculées figurent par zone dans le tableau suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Halls 1 à 3 : 880 m<sup>3</sup> (sous-sol étanche, cuvette extérieure à l'arrière du bâtiment (rétention des quais) ;</li><li>- Hall 4 : 685 m<sup>3</sup> (sous-sol étanche, cuvette extérieure à l'arrière du bâtiment (rétention des quais) ;</li><li>- Hall 5 : 765 m<sup>3</sup> (sous-sol étanche, cuvette extérieure à l'arrière du bâtiment (rétention des quais) ;</li><li>- Dépôts extérieurs : 200 m<sup>3</sup> (bassin de confinement de 200 m<sup>3</sup> à créer).</li></ul> <p>Un dispositif pérenne dans le temps, régulièrement entretenu et testé au moins une fois par an, doit permettre d'isoler les réseaux d'eau résiduaire et pluviales internes au site des réseaux extérieurs au site. Ce dispositif doit être signalé, son mode d'action doit faire l'objet d'une consigne. Il doit être régulièrement entretenu et testé au moins une fois par an. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le bassin extérieur de confinement de 200 m<sup>3</sup> n'était pas opérationnel lors de l'inspection (travaux de terrassement en cours).</p> <p>Non-conformité associée au point n°8.</p> <p>Un test de fermeture de la vanne d'isolement sur le point de rejet des eaux pluviales de toitures et de voiries n°1 a été réalisé lors de l'inspection. L'actionnement d'une clef a efficacement provoqué la descente de la vanne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 9 : Vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Les défauts suivants ont été relevés concernant les vérifications périodiques et la maintenance des matériels de sécurité : <ul style="list-style-type: none"><li>- la dotation en extincteurs du site a été progressive, mais certains extincteurs ont été installés depuis plus d'un an et n'ont pas encore fait l'objet d'une vérification. L'exploitant a présenté une commande pour la vérification envoyée le 23/01/2023, mais il n'a pas été en mesure d'annoncer une date de vérification planifiée.</li><li>- les portes coupe-feu ont été vérifiées par DESSAUTEL le 01/02/2023. Le rapport de contrôle relève « deux portes coupe-feu 2,3 non fonctionnelles ». L'exploitant a présenté une demande de devis suite à ces observations, rédigée le 22/02/2023.</li><li>- les RIA n'ont pas été vérifiés depuis plus d'un an. L'exploitant a commandé une vérification des RIA immédiatement après l'inspection, mais il n'a pas été en mesure d'annoncer une date planifiée.</li></ul> Non-conformité associée au point n°9
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.3.1 (1/2)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau d'une capacité minimum de 120 m<sup>3</sup> et équipée d'un poteau d'aspiration normalisé et adapté aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. La réserve incendie doit être disponible en toutes circonstances et quelle que soit la météo. Cette réserve, constituée d'une poche souple située en dehors de tout flux thermique, est aménagée selon les recommandations du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI), et notamment de la fiche technique n°7. Elle est complétée d'un poteau d'aspiration disposé selon les recommandations de la fiche technique n°10. Enfin, une aire d'aspiration est aménagée au droit de cette réserve d'eau, dans les conditions exigées par la fiche technique n°3. Ces 3 fiches sont annexées au présent arrêté (annexe 2). Une fois installées, les réserves doivent faire l'objet d'une réception officielle et le PV de conformité doit être transmis dès réception au service prévision du SDIS 61 et à l'inspection des installations classées ; [...]</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une réserve incendie sous forme d'une bâche souple de 120 m<sup>3</sup>, associée à un poteau d'aspiration positionné en limite de site. L'exploitant a transmis un certificat de conformité daté du 14 septembre 2022 par lequel le fabricant, LABARONNE-CITAF, certifie que « la citerne incendie 120 m<sup>3</sup> avec piquage enterré » est conforme « aux spécifications et garanties contractualisées par la commande client » et un procès verbal de réception de travaux par lequel la société RECYOUEST réceptionne cette réserve, sans réserve auprès de la société installatrice. Ces documents ont bien été transmis au SDIS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.3.1 (2/2)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] • un système d'extinction automatique d'incendie de type « sprinkler », équipant les halls 1 à 5, adapté aux produits présents, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cette conformité. Ce réseau doit être équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ de têtes d'arrosage réparties selon les risques à couvrir, actionnées par des thermofusibles ;</li> <li>◦ d'une réserve d'eau de 550 m<sup>3</sup>, maintenue pleine en permanence et comportant un dispositif de vérification du niveau de remplissage ;</li> <li>◦ d'un groupe motopompe thermique d'une capacité suffisante, alimenté par une cuve double peau de gazole de 173 litres. [...]</li> </ul> <p>Tout stockage est interdit à moins de 1 m des têtes d'arrosage du réseau « sprinkler ».</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le certificat Q1 rédigé suite à la vérification du système de sprinklage par la société TYCO, le 21/10/2022.</p> <p>Ce certificat fait état de 11 non-conformités à lever au plus vite :</p> <p>Environnement extérieur / Présence de stockage à moins de 10 m du bâtiment sprinklé</p> <p>BUREAUX RDC / Présence de 2 sprinklers bouchonnés</p> <p>WC FEMME / Passage d'un collecteur sprinkler non auto protégé</p> <p>BAT5 QUAI 2 / Zone bureaux non sprinklé et non séparé par une porte coupe feu de la zone sprinklée</p> <p>BAT 5 QUAI 2 / Auvent extérieur non sprinklé</p> <p>BAT 5 / Caissons de ventilation de plus de 1 m de large : non sprinklé en dessous</p> <p>BAT 5 / Proche RIA N°1, présence d'un flexible accroché sur une antenne sprinkler</p> <p>BAT 3 LOCAL MAINTENANCE / Local non sprinklé</p> <p>BAT 3 Auvent Camion / Auvent extérieur non sprinklé</p> <p>BAT 2A / Présence de deux antennes sprinkler à moins de 2 m l'une de l'autre</p> <p>POSTE N°1 / La cloche d'alarme ne fonctionne pas</p> <p>Non-conformité associée au point n°11</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 12 : Asservissement à l'aspiration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Asservissement à l'aspiration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané</p> <p>Le fonctionnement des installations de traitement des déchets doit être assujéti au fonctionnement du système de captation de poussières prévu à l'article 2.1, y compris en phases transitoires de démarrage et d'arrêt.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le pupitre de commande des installations ne permettait pas un démarrage des installations de traitement sans démarrage préalable de l'aspiration. Les machines étant en fonctionnement, ce point n'a pas été testé lors de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Rubrique 2661.1.b (aménagements)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rubrique 2661.1.b (aménagements)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique aux installations concernées, à l'exception des articles suivants pour lesquels il est accordé un aménagement des prescriptions : [...]</p> <p>Article 5 – implantation : La distance minimale de 10 m des limites de propriété est ramenée de 10 mètres à 6 mètres pour le hall 4 qui abrite l'installation d'extrusion, afin de tenir compte de la construction déjà existante du bâtiment. Les mesures compensatoires prescrites sont les suivantes : l'espace entre le bâtiment et les limites de propriété ne doit accueillir aucun stockage de produits combustibles, inflammables ou comburants, la végétation en bordure de propriété doit être régulièrement entretenue. [...]</p> <p><b>Constats :</b> La zone entre le hall 4 et la limite de propriété ne présentait aucun stockage de produits combustibles lors de l'inspection. La végétation en bordure était correctement taillée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Modification des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Modification des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a ajouté dans le bâtiment 5 une ligne de séchage des déchets qui ne figurait ni dans le dossier de demande d'autorisation, ni dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il devra porter cette modification à la connaissance du préfet, avec les éléments d'appréciation nécessaires pour apprécier l'impact sur le classement ICPE du site et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement  Non-conformité associée au point n°14</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 15 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2022, article 6.1.10.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, plusieurs entreposages de produits liquides étiquetés comme dangereux ont été observés sans rétention : <ul style="list-style-type: none"><li>- conteneur 1000l plein à 80 % de produit « plasticool XL2 » stocké en extérieur (étiqueté dangereux, nocif ou irritant et dangereux pour la santé) ;</li><li>- conteneur 1000l plein à 20 % étiqueté « huile usagée » et fût 200l d'huile hydraulique, dans le bâtiment 3 (photo 4 en annexe 1) .</li></ul> Non-conformité associée au point n°15
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois





Photo 1 : Entreposages favorisant la dispersion de plastiques

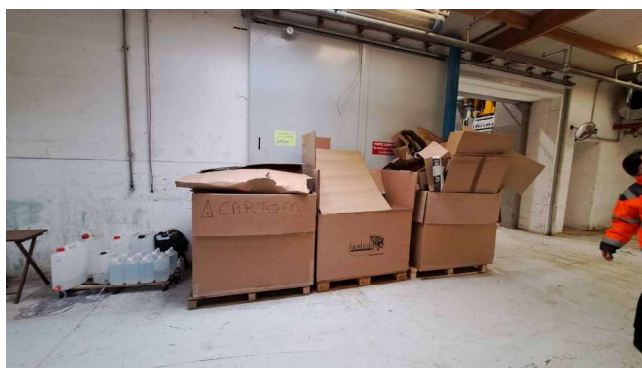


Photo 2 : Entreposages de cartons contre une porte coupe-feu

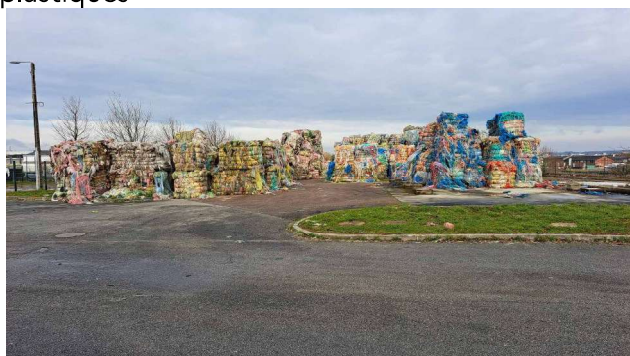


Photo 3 : Entreposages sur un emplacement non autorisé



Photo 4 : Entrposage de produit chimiques sans rétention.